

**Zeitschrift:** Domaine public

**Band:** - (2020)

**Heft:** 2273

**Artikel:** Initiative Multinationales responsables : la campagne sera chaude : du rififi dans les médias alémaniques à coup d'annonces mystérieuses

**Autor:** Jaggi, Yvette

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-1024046>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 08.11.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

active jusqu'à et au-delà de la limite du tolérable, pour lui garantir dans le futur une rente dont on constate que déjà elle s'amenuise.

Des réformes de la gestion du sol et de l'immobilier se heurtent à un système bien verrouillé. L'immobilier garantit 85% des prêts octroyés en Suisse par les banques et 30% de la fortune des caisses de pension. Imaginer une limitation des rendements, c'est réduire drastiquement la valeur de ces garanties.

Laissons donc de côté l'idée d'une nationalisation du sol qui retirerait du marché un bien aussi indispensable que l'air et l'eau et qui substituerait à son appropriation un droit d'usage. Plus modestement, mais non pas sans effet sur le droit à un logement approprié et abordable que garantit la [Constitution fédérale](#), l'ajustement du prix des loyers comme prévu par la législation ([DP 2271](#)) pourrait se faire de manière automatique et non plus sur la requête de locataires craignant de perdre leur logement.

Par ailleurs un droit de

préemption activement exercé par les collectivités publiques permettrait d'augmenter le nombre d'immeubles et les surfaces des terrains destinés au logement d'utilité publique.

Sans toucher au droit de propriété, on pourrait imaginer d'indexer la croissance de la valeur des biens immobiliers à un taux d'intérêt usuel. En quoi un propriétaire peut-il légitimement bénéficier d'une plus-value exorbitante par le seul fait que son terrain a été déclassé ou repéré par un investisseur à la recherche de placement?

## Initiative Multinationales responsables: la campagne sera chaude

Du rififi dans les médias alémaniques à coup d'annonces mystérieuses

Yvette Jaggi - 09 février 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/36066>

Les médias en ligne offrent aux annonceurs des espaces publicitaires modulables à l'infini, contrairement à la version papier, imprimée une fois pour toutes. Cette flexibilité offre en particulier aux *lobbies* des possibilités intéressantes, mises à profit par les détracteurs alémaniques de l'[initiative Multinationales responsables](#) (KVI en allemand).

Le site [Republik](#) a repéré le cas d'une annonce inavouée et obtenu, en la dénonçant le 29 janvier 2020, une mise à jour

qui ressemble fort à une discrète rectification.

### Tamedia franchit la ligne rouge

Tamedia, le plus grand éditeur de journaux de Suisse, publie 11 titres en allemand (*Tages-Anzeiger* en tête) et 3 en français (*24 Heures*, *Tribune de Genève* et *Le Matin Dimanche*).

Pietro Supino, président de TX Group dont fait partie Tamedia, est aussi président de [Schweizer Medien](#), qui

regroupe une centaine d'entreprises de presse.

Cette association faïtière, que Ringier vient de rejoindre après une brève bouderie, s'est donné un [Code of Conduct](#) (en allemand seulement) qui régleme en particulier les rapports entre les organes de presse et les annonceurs. Ainsi, les surfaces de publicité payantes doivent être signalées comme telles et donc facilement identifiables pour le lecteur, à l'écran comme sur papier.

Or donc, selon *Republik*, le *Tagi* a publié, dans son édition en ligne copiée le 28 janvier dernier, un encart non signé: «*Vous lisez un article concernant l'initiative Multinationales responsables? Lisez aussi notre vérification des faits sur le sujet. Allez au dossier.*»

Si vous suivez ce lien, vous atteignez effectivement un *Faktencheck* émanant du site [guter-punkt.ch](http://guter-punkt.ch). En quelques clics vous finissez par comprendre que ce site est exploité par le plus important office en matière de *Public Affairs* et de relations publiques, dénommé [Furrerhugi](#), qui se présente comme «*un conseiller inspirant, un soutien empathique ou un sparring-partner critique*». Cette agence a son bureau principal à proximité immédiate du Palais fédéral, mais est également présente à Zurich, Fribourg, Lausanne, Lugano et Bruxelles. Elle fait partie de [comfederation](#), premier groupe de communication suisse, qui

rassemble notamment des agences de *lobbying*.

Dans le dossier de l'initiative Multinationales responsables, Furrerhugi agit au nom de [succèsSuisse](#). Cette association sans but lucratif veut «*rassembler les forces libérales qui s'opposent aux visions de certains qui souhaitent compromettre notre prospérité et notre sécurité sociale*». On trouve bien sûr à son comité directeur quelques adversaires notoires de l'initiative: le conseiller aux Etats Ruedi Noser (PRD/ZH), des conseillers nationaux dont Gerhard Pfister (PDC/ ZG) et Beat Walti (PRD/ZH) ainsi que plusieurs cheffes et chefs d'entreprise dont Nicole Loeb, Martin Haefner (Amag) ou Peter Spuhler (Stadler Rail).

### **Annonce enfin présentée comme telle**

L'ancien conseiller aux Etats Dick Marty (PLR/TI), co-président du comité d'initiative, n'a pas manqué de s'indigner des procédés tant de

Furrerhugi et consorts que du *Tages-Anzeiger* – d'autant que Tamedia avait soutenu l'agence au moment du lancement de la campagne contre l'initiative, au budget supérieur à 8 millions de francs.

Piqué au vif par la récente dénonciation de *Republik* le *Tagi* a relu le code de conduite et systématiquement inscrit le mot *Anzeige* (Annonce) en tête de chacun des trois encarts qui apparaissent aléatoirement en marge des articles concernant l'initiative parus depuis [novembre 2017](#) et figurant encore sur le site du quotidien. Cette correction (qui reste non signalée comme telle) montre un tardif sursaut de conscience professionnelle de la part du journal.

On notera que, suivant une tendance inquiétante, l'ensemble de ce débat concernant une future votation fédérale se déroule exclusivement en allemand, comme si elle ne concernait nullement la Suisse romande et la Suisse italienne...

## **Franc fort et taux d'intérêt négatifs: retour sur un anniversaire**

Il y a 5 ans, la BNS mettait fin à l'ancrage du franc par rapport à l'euro

---

Jean-Pierre Ghelfi - 13 février 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/36082>

«*La Banque nationale suisse (BNS) a perdu sa crédibilité*»; «*la croissance de l'économie ralentira, le chômage augmentera, la déflation*

*s'installera*»; «*l'erreur a été de maintenir trop longtemps la politique de stabilisation du franc*»; «*la BNS perd sa capacité à relancer la*

*conjoncture*»; «*sa politique de placements entraînera des milliards de pertes*»; «*les conséquences vont être clairement négatives*»...